Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



n° 55
p.a.f. 0,60 € - **septembre 2015**

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

A bas les guerres et la misère, à bas les frontières, à bas le capitalisme !

Dans ce numéro:

La tuberculose, symptôme de la régression.

Les travailleurs de la ville de Mons, tels les cantonniers, reçoivent une formation pour les prévenir des risques présentés par les cas de tuberculose chez les sans-abris. C'est une des maladies qui avait quasiment disparu grâce à la vaccination, l'amélioration de l'alimentation et de meilleurs logements. Mais elle réapparaît avec la remontée de la pauvreté.

Sous le capitalisme, les progrès pour les populations ne sont que temporaires.



Affiche datant de 1917

Les banques vont bien, merci

Les grandes banques du pays enregistrent des hausses importantes de leurs profits : + 73% pour KBC, + 43% pour BNP Paribas, + 24,4% pour Belfius. Ensemble avec ING, les 4 grandes banques enregistrent un bénéfice de 2,96 milliards d'euros dans les 6 premiers mois de l'année.

Pour la population c'est l'austérité, pour les banquiers – les principaux responsables de la crise – c'est la fête, comme la « bonne société » en faisait déjà à l'époque de la grande peste…

Sambrienne : la chasse aux pauvres

Les notables du PS et du CDH qui gèrent les logements sociaux de la Sambrienne à Charleroi, ont lancé une vaste action contre « les fraudeurs » soupçonnés d'utiliser leur logement social comme adresse fictive pour toucher les indemnités de chômage d'un isolé.

Tous les locataires ayant consommés moins de 10m3 d'eau par an ont été visés. 104 ont été auditionnés. 98 ont subi une inspection sociale et 40 une inspection technique.

Une fois mis à part les erreurs d'encodage et les compteurs vétustes, 95% de ces locataires sont des personnes vivant dans une grande pauvreté économisant l'eau au maximum. Seuls 5 % « sont peut-être en infraction » d'après les notables et ce sont de toute façon des gens aussi pauvres que les autres.

Pour venir en aide aux chômeurs et à tous les pauvres que la crise engendre, ces mêmes politiciens ne se mobilisent pas autant… ou pas du tout !

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

A bas la guerre et la misère, à bas les frontières, à bas le capitalisme !

Depuis des semaines, le drame des réfugiés domine l'actualité. Plus de 2500 migrants sont morts à nos frontières depuis le début de l'année, des réfugiés qui tentent de fuir les guerres, la misère et le chaos en Syrie, en Irak, en Afghanistan, etc.

De cette catastrophe humanitaire, seule une infime partie de rescapés arrive jusqu'à nous. La grande majorité des réfugiés – près de 4 millions de Syriens - s'entassent dans des camps en Turquie (1,94 millions), en Jordanie (625.000) et au Liban où une personne sur cinq est désormais un réfugié.

Alors non, ce ne serait pas un problème pour les pays riches d'Europe d'accueillir dignement un million de réfugiés ou plus, deux personnes sur 1000 habitants dans une Union européenne qui en compte 508 millions.

Mais les mêmes politiciens qui, en 2008, ont été capables de trouver 15 milliards d'euros en un week-end pour sauver les banquiers (et cela rien que pour la Belgique) refusent de trouver des solutions quand il s'agit de pauvres.

Au contraire, depuis des mois, les chefs de gouvernements européens et les démagogues qui veulent le devenir, attisent la peur face aux réfugiés. Quel bon moyen de diversion pour ces politiciens qui dépouillent les populations pour remplir les coffres forts des possédants.

Et si maintenant, les chefs de gouvernement font semblant de battre leur coulpe et semblent vouloir ouvrir un peu plus les frontières, ce n'est que rajouter de l'hypocrisie à l'hypocrisie. Les Charles Michel, Merkel, Hollande et Cameron sauveurs des pauvres du monde ?! Ceux-là mêmes qui viennent de mettre le peuple grec à genoux pour que les banques puissent continuer à saigner la population ? Pour cela il faudrait commencer par arrêter les interventions militaires des armées occidentales dans ces pays et leur permettre d'élever le niveau de vie des populations. Mais ça il n'en est pas question. Leur bonne volonté s'arrête là où commencent les intérêts de leurs bourgeoisies qui veulent continuer à exporter des armes, importer cuivre, pétrole, coton, café, sucre et cacao à bon marché, et exploiter la main d'œuvre la moins chère possible.

Mais les plus écœurants sont les représentants du patronat. Depuis quelques jours, ils se sont donné le mot pour jouer aux humanistes. Johnny Thijs, l'ex-patron de BPost où il a supprimé des milliers d'emplois pour permettre aux actionnaires privés de se remplir les poches, n'hésite pas à parler d'amour et dit vouloir « donner à ces gens (…) une chance de trouver le bonheur ». Et il ajoute : « pour moi, il faut mettre de côté nos règles et procédures souvent trop rigides et dépassées pour intégrer rapidement ces gens dans notre société ».

Quelles règles et procédures un patron peut trouver trop rigides, si ce n'est les droits des travailleurs qui empêchent de les exploiter plus ? Non, les patrons n'ont jamais été les défenseurs du bonheur de l'être humain, mais ils ont toujours profité de la misère pour s'enrichir. C'est elle qui leur permet de mettre les travailleurs en concurrence, flamands contre wallons, immigrés contre autochtones, pour tirer les salaires vers le bas. Ce que les réfugiés, comme tous les travailleurs, ont à attendre des patrons, ce n'est pas le bonheur, c'est l'exploitation. Et les patrons n'hésiteront pas à se servir de leur détresse dans la guerre sociale qu'ils mènent contre le monde du travail dans son ensemble si nous ne nous défendons pas ensemble, travailleurs locaux et immigrés.

Alors, nous sommes à la croisée des chemins. Tout est fait pour diviser les travailleurs dans le but de les désarmer. Gare à nous, si nous nous laissons convaincre que c'est en combattant d'autres exploités que nous pourrions protéger nos emplois et nos salaires !

Ce sont les capitalistes des pays riches qui ont licencié, baissé les salaires, condamné toute une partie de la jeunesse au chômage. Ce sont les gouvernements à leur service qui démantèlent la sécurité sociale et nous préparent une vieillesse dans la pauvreté, et ce sont eux aussi qui sont responsables des guerres et des pillages opérés dans le reste du monde pour que quelques grands groupes capitalistes gardent la mainmise sur les ressources. Ce sont eux qu'il faut combattre.

Se donner la perspective de renverser ce système capitaliste qui sème le chômage, la misère et la guerre, est la seule perspective qui permettra aux travailleurs de se défendre. Et pour pouvoir le faire, nous devons combattre tout ce qui nous divise, qui fait obstacle à notre unité. C'est les capitalistes qu'il faut combattre, pas les immigrés.

Notre patrie : la classe ouvrière mondiale

Il y en a qui nous disent qu'il faut fermer les frontières, renvoyer ceux qui n'ont pas la bonne nationalité. Mais arrêter la migration c'est un leurre, et ceux qui avancent cette politique, le savent. Depuis le début du capitalisme, les travailleurs se déplacent, poussés par le besoin de trouver un salaire. Ils ont migré des campagnes vers les villes, des champs vers les usines. Ils ont voyagé vers d'autres pays pour y louer leurs bras.

Oui, la nation capitaliste par excellence, les Etats-Unis, est un pays à 100% immigré, les uns poussés par la faim et la répression politique qui régnaient en Europe, les autres acheminés par les « passeurs » de l'époque, les marchands d'esclaves. Les fortunes amassées sur ce commerce odieux sont à l'origine de beaucoup d'entreprises industrielles. Les descendants de cette bourgeoisie prétendent aujourd'hui vouloir combattre les passeurs criminels. Quel cynisme!

Et si c'est la bourgeoisie qui possède tout dans un pays, ce sont les exploités qu'elle envoie défendre la « patrie » sur le champ de bataille. C'est pour cette raison que les militants du mouvement ouvrier de la fin du 19ème siècle arboraient fièrement le titre de « sans patrie ». Ils appelaient « frère » les travailleurs des autres pays et reconnaissaient leurs ennemis dans les exploiteurs de leur propre pays. De cette conscience d'appartenir à une seule grande classe ouvrière mondiale il nous reste le premier mai, jour où les travailleurs descendent dans la rue dans le monde entier.

C'est cette conscience d'appartenir à une seule grande classe ouvrière mondiale qu'il faut retrouver. Elle est la seule arme des travailleurs face au capitalisme en crise mondialement, mais une arme mortelle pour le système capitaliste qui ne peut se maintenir qu'en divisant les travailleurs et en hérissant des frontières entre eux.

Ci-contre : une école s'improvise au parc Maximilien, devant l'Office des étrangers à Bruxelles

Ci dessous : à la gare du Nord de Bruxelles, réunion de bénévoles pour organiser la solidarité avec les réfugiés



« Refugiés » ou « migrants » ?

Depuis quelque temps, on entend faire la distinction entre « réfugiés » et « migrants ». Chez les Syriens qui arrivent en ce moment en Europe, il s'agirait bien de « réfugiés » et non de « migrants ».

Insister sur ce choix des mots n'est pas innocent. Il insinue que, si les réfugiés de la guerre ont bien le droit de rester, les migrants fuyant la misère ne l'ont pas. Mais ce sont les guerres menées par les armées capitalistes qui engendrent une grande partie de la misère.

Les riches ont bien le droit d'aller partout, les capitaux ne connaissent pas de frontières. Les pauvres doivent avoir le droit d'aller où ils le souhaitent !

Grève massive des travailleurs en Inde

En Inde, des dizaines de millions de travailleurs, dans l'industrie, le transport ou les banques, se sont mis en grève à l'appel de plusieurs syndicats. Ils protestent contre un projet de réforme du droit du travail. Sous le prétexte de moderniser et simplifier les lois, le gouvernement veut faciliter les licenciements et réduire les possibilités de se défendre pour les travailleurs. Voilà un air et une musique déjà (trop) entendus ici.

Des dizaines de milliers de kilomètres nous séparent, mais en Inde comme en Europe, les gouvernements tiennent les mêmes discours, et mènent la même politique : celle du patronat.

Les travailleurs indiens, qui sont des centaines de millions, ont répondu par la lutte collective. Un exemple à suivre et la preuve que la force des travailleurs, c'est la grève !



Elections en Grèce : les démagogues à l'œuvre

Il y a un an, le leader de Syriza, Alexis Tsipras, appelait les électeurs grecs à voter pour son parti en promettant de s'opposer aux mesures d'austérité imposées par les dirigeants des grands pays capitalistes.

Il y a 2 mois, il leur demandait de se prononcer par référendum contre un nouveau plan d'austérité. Malgré un rejet de ce plan par 61% des votants, Tsipras a accepté de le mettre en œuvre.

Maintenant il annonce des élections anticipées et fait campagne en appelant à « accepter de nouveaux sacrifices pour éviter un désastre ». Sauf que ce sont les sacrifices successifs qui préparent un désastre plus grand pour les travailleurs et la population grecque pauvre.

En Grèce comme ailleurs, les travailleurs ne peuvent pas compter sur ce type de politicien démagogue, mais seulement sur leurs luttes pour défendre leurs intérêts.

Le gouvernement ukrainien sous la pression de l'extrême droite

À Kiev, les partis d'extrême droite nationaliste ont organisé une émeute armée pour s'opposer au vote, par le parlement ukrainien, d'une loi accordant une large autonomie aux régions, dont celle du Donbass, qui ont fait sécession depuis plus d'un an. Cette loi est l'un des volets des accords de Minsk signés en février dernier entre l'ukrainien Porochenko et le russe Poutine, sous l'égide de Hollande et Merkel, pour obtenir un cessez-le-feu.

Pour prendre le pouvoir en Ukraine, Porochenko et ses alliés se sont largement appuyés sur les partis d'extrême droite. Aujourd'hui, ces derniers disposent de véritables petites armées privées et n'hésitent pas à utiliser grenades et fusils pour imposer leur politique.

Voilà le vrai visage des « défenseurs de la démocratie » vantés par les parrains occidentaux de Porochenko.

Capitalisme au cyanure

Des dizaines de morts, des centaines de blessés, des milliers de déplacés : c'est le bilan provisoire de l'explosion survenue dans la zone industrielle de la ville chinoise de Tianjin. L'explosion a eu lieu dans un entrepôt où étaient stockées 700 tonnes de cyanure de sodium, 30 fois la quantité autorisée ; de quoi provoquer « des millions de victimes » d'après les spécialistes des risques industriels.

L'entrepôt avait été construit à moins d'un kilomètre des quartiers d'habitation, là encore au mépris des risques et de la législation. Entraîné par les pluies, le cyanure a contaminé les nappes aquifères des environs. Les habitants manifestent leur colère contre les autorités complices de la direction de l'entreprise, dont l'un des principaux actionnaires serait le fils d'un ancien haut-fonctionnaire de la police locale.

Toutes les raisons de se révolter contre les capitalistes et les autorités à leur solde.



Les profits pour eux, les risques pour nous

C'est grâce à des enfants du voisinage qui jouaient sur le site des Ateliers Bissot-Witters à Herstal, fermés en 2013, qu'on a découvert à côté de métaux lourds et des acides hautement toxiques, un important stock de cyanure.

En cas d'incendie, les dégâts pour les nappes phréatiques auraient été semblables à ceux de la dernière catastrophe industrielle en Chine, quelques semaines auparavant.

Les propriétaires de cette société à responsabilité limitée sont loin, les profits des années fastes ont disparus… Et à Herstal comme ailleurs, c'est aux travailleurs et aux riverains d'en subir les conséquences, aux contribuables de débourser l'argent nécessaire pour nettoyer derrière ces personnages qui veulent être les maîtres, mais dont la responsabilité n'est jamais engagée… Il va falloir que ça change.

Les profits s'envolent, la pollution reste

Le consultant PricewaterhouseCoopers (PwC) a estimé le coût de la dépollution des sites liégeois d'ArcelorMittal à… 1 milliard d'euros, à charge de la Région wallonne !

En 1991, le gouvernement wallon a créé une entreprise publique, la Spaque, chargée de la dépollution et de la réhabilitation des sites industriels. En théorie, la Spaque est censée déterminer le responsable de la pollution afin de permettre à la Région wallonne de lui en faire payer le coût. Mais en pratique, cela ne fonctionne pas. Les patrons se débarrassent de leurs obligations en exploitant le chantage à l'emploi, et souvent, des patrons vautours obtiennent d'être déchargés des obligations légales de dépollution en en faisant une condition pour « reprendre » l'entreprise, comme à Durobor à Soignies ou aux Laminoirs de Longtain à Manage (La Louvière), par exemple.

Par l'impôt et la maladie, les travailleurs payent le prix de ce parasitisme des patrons. Il faudra renverser la situation.

L'agriculture sous la dictature du marché capitaliste

Au moment de boucler ce numéro de la Voix des Travailleurs, des milliers de tracteurs commencent à affluer à Bruxelles en vue de la manifestation à l'occasion du sommet européen de l'agriculture.

Le prix du lait est à nouveau tombé sous le prix de revient, les prix du porc et de la viande bovine suivent le même chemin. Des milliers de petits agriculteurs craignent pour leur survie.

Les dirigeants des organisations des agriculteurs qui sont en général les représentants des plus grosses exploitations, demandent des subventions et des mesures protectionnistes à l'Europe pour soutenir les prix et donc leurs marges. Cela revient à faire payer un prix plus élevé aux consommateurs. Ce sont pourtant les grandes laiteries et les chaines de supermarchés qui ne veulent pas payer un prix plus élevé. Ces mêmes chaines de supermarchés qui licencient et baissent les salaires pour augmenter toujours plus leurs marges.

Les banques aussi s'enrichissent, car une exploitation agricole demande toujours plus d'investissements et d'endettement. Et les prix ont beau baisser, cela n'empêche pas les banques de réclamer leurs traites. Ces mêmes banques pour le sauvetage desquelles le gouvernement impose l'austérité à toute la population.

Quant aux subventions de l'Europe, elles n'ont jamais sauvé les petits agriculteurs, mais toujours rapporté aux plus gros.

Pour une agriculture saine et qui permette de vivre, il faut une économie qui fonctionne pour les besoins et non pour les profits des capitalistes. Et pour cela, il faut une lutte non pas pour des mesures protectionnistes qui n'aboutiront à rien d'autre que des prix plus élevés pour les consommateurs, mais pour exproprier le grand capital et lui enlever son pouvoir. C'est dans l'intérêt des petits agriculteurs comme des travailleurs. C'est dans cette lutte qu'ils peuvent être solidaires.



« le supermarché gagne des milliards, le paysan pas un cent »

Les prix augmentent, les salaires doivent suivre !

Les intermédiaires des filières belges du lait et du porc se seraient engagés à payer un prix plus élevé aux producteurs, mais seulement si le gouvernement intervient et si les supermarchés restent libres de fixer un prix plus élevé au magasin. C'est donc la population qu'ils veulent faire payer !

Déjà, le Boerenbond, le puissant syndicat dominé par les grands agriculteurs flamands, a fait signer une pétition aux consommateurs pour leur faire dire qu'ils sont prêts à payer le lait plus cher.

Si les prix augmentent, il ne reste plus qu'à lutter pour imposer des embauches et des hausses de salaires pour pouvoir se permettre d'acheter du lait, même quand on est caissière chez Delhaize, par exemple…

Echos des entreprises

<u>Audi / VW - Forest</u>

La crise capitaliste n'a rien de chinois

Audi annonce une baisse de ses ventes en Chine de 12,5% pour le premier semestre 2015. Après des années de capitalisme à l'exploitation sans limites et de la spéculation effrénée, la crise est arrivée en Chine. Et comme toujours, les capitalistes réagissent en en faisant porter le fardeau aux travailleurs : Volkswagen annonce déjà du chômage partiel : aux travailleurs de se serrer la ceinture, pas aux actionnaires qui se sont enrichis pendant des années. Et cela ne peut qu'aggraver encore la crise…

L'exemple à suivre

De la même façon, dans l'usine Volkswagen à Taubaté, Brésil, la direction essaye d'imposer une réduction des horaires avec perte de salaire et suppression de personnel pour « faire face au recul du marché ». Mais sans succès pour l'instant, car les travailleurs se sont mis en grève depuis lundi, refusant de renoncer à leur salaire pour permettre aux capitalistes de garder leurs milliards de profits.

Leurs profits ou nos salaires ?!

Le fabricant de pots d'échappement Bosal a déclaré son site à Oevel en faillite. De ce fait, les 352 travailleurs du site se retrouvent non seulement sans travail, mais aussi sans indemnités de licenciement. C'est le fonds des fermetures d'entreprises, une caisse financée via la sécurité sociale et donc par le salaire indirect des travailleurs, qui indemnisera éventuellement les travailleurs. Or non seulement la procédure peut prendre beaucoup de temps, mais surtout les montants sont bien moindres que ce à quoi les travailleurs auraient pu avoir droit dans le cadre d'un licenciement collectif.

Bosal s'en tire ainsi à bon compte. Le groupe fait pourtant toujours des bénéfices. Et la fortune de son actionnaire principal, le Hollandais Karel Bos, était estimée à 270 millions en 2013. Il peut et il doit payer pour que les travailleurs puissent continuer à vivre!

La terrible menace des bombes, nucléaires ou pas, et de ceux qui les détiennent

Les images de Hiroshima et de Nagasaki, les deux villes japonaises dévastées par les premières bombes atomiques, ont tourné en boucle sur les chaînes de télévision la semaine dernière. Malgré l'hypocrisie des commentaires, leurs mensonges ne serait-ce que par omission, cette commémoration rappelle au moins de quoi ont été capables ceux qui dirigent le monde, de quoi est capable la classe capitaliste dont la concurrence, les rivalités, engendrent périodiquement des guerres.

Ce que symbolise l'anéantissement des deux villes en quelques secondes nous concerne. Ce n'est pas seulement l'histoire d'un passé révolu. Cela peut être la préfiguration de ce qui pourrait advenir demain. Et pas seulement parce que les armes nucléaires n'ont jamais cessé d'être perfectionnées, atteignant une puissance destructrice sans commune mesure avec l'efficacité pourtant horrible des bombes de Hiroshima et Nagasaki. Mais surtout parce que la classe sociale qui détient cette puissance destructrice est toujours au pouvoir.

Ce n'est pas le fusil entre les mains de l'assassin qui est responsable d'un assassinat, c'est l'individu qui s'en sert. Pour horribles qu'aient été les effets des bombes atomiques, avec les quelque 300 000 morts sur-le-champ et des centaines de milliers du fait des radiations, la dernière guerre mondiale a fait 50 millions de morts victimes d'armes classiques, le double avec ceux qui ont péri d'épidémies ou de faim.

Et morts pour quoi ? Ce n'est pas du fait de l'hostilité des peuples, quels qu'ils soient. Quelques décennies après les massacres entre peuples jetés les uns contre les autres, on célèbre maintenant l'amitié indéfectible entre l'Allemagne et la France, entre le Japon et les États-Unis.

Les victimes de Hiroshima ne sont pas mortes pour raccourcir la guerre en contraignant le Japon à capituler. Les bombes ont été larguées alors que l'Allemagne, principale protagoniste du camp dont faisait partie le Japon, avait déjà capitulé depuis trois mois. Elles ont été utilisées par les dirigeants de l'impérialisme américain pour terroriser tous les peuples qui auraient été tentés, après l'immense boucherie qu'a été la Deuxième Guerre mondiale, de demander des comptes à leurs dirigeants.



La Première Guerre mondiale avait été suivie par une vague révolutionnaire, au cours de laquelle les prolétaires d'un grand nombre de pays s'étaient soulevés contre leurs dirigeants. En Russie, ils étaient parvenus à conquérir le pouvoir et à exproprier les classes possédantes responsables et profiteurs de la guerre.

L'écrivain allemand Brecht affirmait, parlant du nazisme : « Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde. » Cela vaut, ô combien, pour ce qui est de la menace que représente le pouvoir de la classe capitaliste sur le monde !

Les rivalités économiques qui conduisent aux guerres sont dans les gènes du capitalisme. Aujourd'hui, elles ne se manifestent qu'à travers la concurrence, la compétitivité. Mais déjà, au nom de cette compétitivité, la caste politique qui défend les intérêts de la grande bourgeoisie impérialiste dresse les uns contre les autres des pays, des peuples, des exploités.

Il ne s'agit pas seulement de mots. Car si, depuis soixante-dix ans, l'humanité n'a pas subi une troisième guerre mondiale, elle a connu d'innombrables guerres locales. Il ne faut pas chercher loin pour trouver derrière ces guerres les grandes sociétés en rivalité pour mettre la main sur des matières premières, des ressources ou des marchés.

Notre petit impérialisme, qui prêche tant l'austérité et les économies aux classes exploitées d'ici, trouve le moyen de participer aux guerres, de l'Afghanistan à la Libye en passant par le Mali ou l'Irak, pour avoir sa part du butin. Nos gouvernements et représentants commerciaux royaux copinent avec le régime moyenâgeux d'Arabie saoudite et les dictateurs d'Afrique pour leur vendre les armes qui alimentent les guerres locales et servent à réprimer leurs propres peuples.

Alors, évoquer une planète sans guerre, ou même seulement sans arme atomique, est une utopie et un mensonge, tant que l'ordre mondial est entre les mains de la bourgeoisie impérialiste.

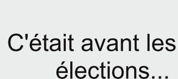
La classe ouvrière, l'ensemble de ceux qui sont exploités en temps de paix et massacrés en temps de guerre, est la seule classe sociale présente partout dans le monde qui a la force de détruire cet ordre social et d'en bâtir un autre, dont seraient bannies la propriété privée des moyens de production, l'exploitation, la concurrence et les guerres. Elle en prendra nécessairement conscience.

Le gouvernement à l'attaque

Taxchocs

En rentrant de leurs vacances de luxe, les riches ont dû trouver un mot de leur banquier, ou de leur avocat fiscaliste, sur les moyens de contourner « la taxe Caïman » du gouvernement sur les montages dans les paradis fiscaux. Par contre, les travailleurs et les pauvres payeront bel et bien les 700 millions € sur le relèvement de la TVA sur l'électricité de 6 à 21%, et les 900 millions € sur les accises sur le tabac, l'alcool et le diesel.

« L'équité fiscale » du gouvernement Michel, c'est de faire financer par les travailleurs et les chômeurs les cadeaux offerts aux plus riches actionnaires des entreprises et des banques.



C'était avant les élections...



L'énergie est à nous

Depuis ce premier septembre, nous payons à nouveau 21% de TVA sur nos factures d'électricité. Cette mesure scandaleuse s'applique à tous les ménages, même ceux qui ont un compteur à budget.

Ainsi, jusqu'au plus pauvre, nous n'enrichissons pas seulement les actionnaires des grandes sociétés d'énergie, mais en plus, nous aidons l'Etat à leur faire des cadeaux…

L'électricité est un besoin fondamental et doit être fournie sans condition à tous, tout comme l'eau, la nourriture, les logements, les médicaments ou encore la culture et les transports. Mais pour ça, il faut arracher la société aux voleurs qui la dirigent aujourd'hui.

Voler les vieux, c'est plus facile (I)

Le gouvernement Michel veut économiser 400 millions € sur les pensions de la fonction publique. La prise en compte, pour le calcul de la pension, des années d'études ou des périodes prestées comme contractuel disparaîtraient, entraînant d'importantes baisses des pensions pour les enseignants et les fonctionnaires. Le gouvernement parle de « rendre du pouvoir d'achat aux bas et moyens salaires », mais il commence par s'en prendre à ceux qui peuvent le plus difficilement se défendre.

Voler les vieux, c'est plus facile (II)

Depuis une trentaine d'années, les gouvernements successifs prennent des mesures pour réduire les pensions et beaucoup de travailleurs - employés, cadres ou indépendants, mais aussi des ouvriers à travers les assurances groupes contractées par leur employeur - sacrifient aujourd'hui une partie de leur salaire pour se constituer une pension via une assurance pension privée. C'est là le résultat d'une véritable privatisation du système des pensions.

Les assurances font pression pour baisser les taux d'intérêt sur ces plans d'épargne à long terme pour s'enrichir encore plus, et le gouvernement aussi s'y met. Il a en effet décidé cet été une taxe de 1% sur les épargnes ainsi constituées.

Ces 300 millions d'euros, le gouvernement prétend qu'ils ne sont qu'empruntés, car la taxe de 10% due au moment de prendre sa pension serait diminuée à 8%. Qu'est-ce qui nous garantit que les gouvernements successifs tiendront cette promesse ?

Ils n'en ont jamais assez

Les cotisations patronales sur les salaires baisseront donc de 33 % à 25 % d'ici 2018. La FEB ne dit pas merci, mais réclame encore plus : « Nous espérions 13 % dans le secteur du bâtiment, où les taux étaient déjà à 25 % ! »

Sauf à accepter de sombrer dans la misère, on n'a pas le choix, il va falloir que les travailleurs arrachent des embauches et des augmentations de salaires, et revendiquent une baisse du temps de travail et le contrôle des comptes des entreprises.



Une vague promesse, une de plus

Timmermans, le patron de l'organisation patronale FEB, demande aux syndicats de se tenir calmes pour ne pas « casser le début de la reprise ».

Et la reprise, les mesures prises par le gouvernement (baisse des charges patronales et des impôts des sociétés), vont-elles aboutir à la création d'emplois ?

Timmermans se veut positif, mais avoue que « cela dépend de tellement de facteurs que je ne peux pas m'engager ». Et il dit qu'« il y aura encore des entreprises qui vont licencier, il y aura encore des secteurs en difficulté ».

On peut donner autant de cadeaux qu'on veut aux patrons, ils ne s'engagent pas. Pour qu'ils embauchent en temps de crise, et à des conditions acceptables, les travailleurs doivent les y contraindre par la lutte : interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous, sans perte de salaire !

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.